



TERRE

En Malaisie, la lutte gronde sur les terres rares

20 mai 2011 à 00:00

REPORTAGE Sur la côte orientale, les habitants dénoncent la pollution que causerait l'installation d'une usine australienne spécialisée dans ces minerais.

Par **CHARLES DANNAUD** Envoyé spécial à Kuantan (Malaisie)

A l'extrémité de la zone industrielle hérissée de cheminées d'usines pétrochimiques, des pick-up, minibus et motos soulèvent la poussière qu'un camion arroseur s'obstine à vouloir maintenir au sol. C'est l'heure du changement d'équipe sur le chantier, où l'agitation tranche avec la nonchalance des villages de pêcheurs des environs.

Côte est de la Malaisie, à 30 km de Kuantan : la construction de l'usine australienne de production de terres rares Lynas se poursuit, sous la pression de ses opposants. C'est sur ce site que doit être raffiné, à partir de septembre, le minerai extrait de du site australien de Mount Weld, au moyen de bains d'acide, de lessivages et de cuissons au four. Un traitement de choc pour isoler les 15 éléments métalliques de la famille des lanthanides, et deux autres aux propriétés similaires, que l'on nomme «terres rares». Des métaux utilisés dans la haute technologie, pour la fabrication des aimants qui équipent les éoliennes et les voitures hybrides, les téléphones portables ou encore les tablettes tactiles. Et dont la valeur ne cesse d'augmenter. Surtout depuis que la Chine (90% de la production mondiale) a accéléré, à l'été 2010, la réduction de ses exportations, invoquant, officiellement, l'argument environnemental...

Pêcheurs. Car la séparation des terres rares, concentrées dans le minerai brut, s'avère polluante. L'opération nécessite une grande quantité d'acide, potentiellement dangereux pour les eaux souterraines. Mais la crainte des Malaisiens se cristallise sur le thorium, élément faiblement radioactif présent dans le minerai, et qui inquiète une partie des 500 000 habitants de Kuantan. Sous la bannière «*Save Malaysians, stop Lynas*», les contestataires ont contraint le gouvernement à commander, fin avril, une enquête d'experts internationaux sur les risques sanitaires et environnementaux d'un tel projet. Pour Ismael, l'un des pêcheurs à la ligne qui investissent les berges de la rivière Kuantan le soir venu, «*Lynas veut [leur] abandonner ses déchets radioactifs et exporter vers les pays riches ce qui a de la valeur*».

C'est la publication dans un journal local, début mars, d'extraits d'un article du *New York Times* sur l'usine qui a lancé la mobilisation. Depuis, la catastrophe de Fukushima a joué le rôle de catalyseur. Les opposants évoquent aussi Bukit Merah, une ancienne usine de traitement de terres rares sur la côte ouest de la péninsule. La dépollution s'y poursuit en pleine discussion sur la responsabilité de la radioactivité dans des cas de leucémie et de malformations natales chez les riverains.

Pour calmer les esprits, Abdul Aziz, le chef du bureau malaisien à l'énergie atomique, répète à l'envi que «*selon les standards internationaux, les déchets ne sont pas radioactifs mais industriels*». Pas de quoi enrayer la polémique. «*Les gens ne font plus confiance aux organismes de contrôle, qui se sont trop souvent comportés comme des porte-parole de Lynas*», estime Fuziah Salleh, députée de Kuantan, membre de l'opposition. Sa pétition contre le projet a rassemblé en un mois 38 000 signatures. L'argument économique ne lui suffit pas : «*Lynas a promis 450 emplois, on parle de 200 de plus en incidence, mais le gouvernement a exonéré d'impôts l'entreprise pour douze ans. C'est peu payé pour supporter les risques*.» Même s'il peut en convaincre certains. Comme Mustapha Aziz, 65 ans, atablé devant un thé au lait sucré : «*Lynas donnera du travail aux jeunes, on ne peut pas l'écarter comme ça*.»

Partialité. Sur place, impossible d'approcher des installations. Ni de parler aux interlocuteurs promis. Lynas se borne à se dire «*confiant dans l'enquête qui reconfirmera que l'usine est sûre et ne présente aucun risque pour les habitants ni les employés*». Le sort de la société Lynas, qui n'a pas encore les autorisations pour importer son minerai, est donc suspendu aux conclusions des experts. La Malaisie a demandé l'aide de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) ; des experts sont attendus à la fin du mois. Les opposants mettent déjà en doute la partialité de l'étude : «*Pour donner des gages d'indépendance, on aurait pu mieux trouver que l'AIEA, qui promeut le nucléaire*», déplore Nithi Nesadurai, président de la Société malaisienne de protection de l'environnement. A 3 km de là, l'indolence du village de Balok contraste avec la fébrilité du chantier de l'usine de Lynas. Un homme vide des poissons ; un autre repeint la coque d'un navire ; un troisième dort. Anwar a 40 ans. Il pêche depuis au moins trente-cinq ans. «*Avant le développement de la zone industrielle, tout le monde vivait autour de la rivière, soupire-t-il. Depuis les années 90, il faut sortir en mer, loin, le poisson est rare*.» Et si Lynas doit finalement partir ? «*Le poisson ne reviendra pas pour autant*», dit-il, fataliste.